faut qu'elle lui soit donnée. La vérité, hors d'elle il n'y a pas de salut. Celui qui en est le dépositaire ne doit jamais la refuser aux âmes. Le vicaire du Verbe divin dira donc la vérité ; beaucoup d'intelligences s'en nourriront. Tôt ou tard elle prévaudra, car sa force est grande : *Magna est vis veritatis et praevalebit*. Malheur à ceux qui ne veulent pas l'entendre.

III

On reconnaît assez facilement, avec plus ou moins de sincérité toutefois, au Souverain-Pontife le droit de promulguer des décrets qui touchent aux matières purement spirituelles. Mais l'Encyclique, dit-on, empiète sur le temporel ; elle fixe à l'autorité civile les bornes de son exercice ; elle donne au Pape le pouvoir de décider seul en cas de conflit ; elle entre dans le domaine de la politique ; elle va jusqu'à s'occuper de la question de l'intervention entre les Etats ; elle s'immisce en tout ; elle ressuscite des prétentions que personne ne reconnaît et qui semblaient abandonnées par l'Eglise elle-même : sous ce rapport sa publication n'est-elle pas un malheur ? On ne peut vouloir, ajoute-t-on, que la théocratie revienne dans la société ; la doctrine qui en favoriserait le retour doit être combattue par tous les moyens. L'autorité civile vient de Dieu comme celle de l'Eglise, et le Christ a déclaré que son royaume n'était pas de ce monde.

L'Eglise n'a pas besoin qu'on lui apprenne quelles sont les limites de son pouvoir : elle est éclairée de l'Esprit-Saint là-dessus ; elle sait faire la distinction des deux puissances ; elle seule même donne une notion exacte de l'origine, de la nature et des attributions de l'une ou de l'autre. Elle n'aspire pas à ce qu'on appelle plus ou moins correctement la théocratie, c'est-à-dire, dans le sens où on l'entend sans doute, à gouverner, en vertu même de son pouvoir spirituel, le monde dans l'ordre purement temporel.

C'est avec raison que l'Eglise respecte les attributions du pouvoir civil. Celui-ci a été institué de Dieu même. La Providence a voulu que les deux puissances ne fussent pas confondues dans un même chef. La liberté qu'elle laisse à l'individu, elle la donne à la société ; celle-ci doit sans doute, elle aussi, obéir aux lois divines, mais librement. Si le pouvoir qui la régit n'était autre que le pouvoir religieux lui-même, son devoir et son intérêt l'obligeraient à une sorte de contrainte qui nuirait au mérite d'une sou-